

Histoire Orale de la Production des Connaissances dans les pays du Maghreb

2025-2026

Interview réalisée par Habib Ayeb

Sid Ahmed Souiah

Sid-Ahmed Souiah est Géographe et professeur émérite à l'Université Oran 2. Il est spécialisé en géographie urbaine, aménagement du territoire et périurbanisation.

Habib

Le 27 octobre 2025, à Oran, pour le projet de recherche “Histoire orale de la production des connaissances dans les pays du Maghreb”. Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'être avec M. Souiah, Sid Ahmed Souiah, géographe. Je n'en ai pas rencontré beaucoup dans ce cadre, des géographes. Et par pure provocation, j'ai envie de commencer par ça. À quoi sert la géographie ? Quelqu'un a écrit que ça sert d'abord à faire la guerre. Mais pour vous, M. Souiah, ça veut dire quoi ?

Ahmed

Peut-être que je peux me replacer, pour répondre à votre question, dans mon itinéraire. En terminale, je faisais des mathématiques élémentaires. J'ai commencé une formation en région parisienne pour produire de l'électricité, donc je n'avais pas du tout comme objectif d'être géographe. Ça ne m'a pas plu d'être dans une usine, en train de produire de l'électricité, même si c'était bien. Je me suis dit que je n'allais pas trouver mon bonheur là-dedans. Je suis rentré en Algérie et j'ai continué en mathématiques générales et physique.

Après une année j'ai vu que la géographie arrivait et qu'elle s'intéressait à l'aménagement du territoire. C'était de la géographie volontaire et c'est ça qui m'a attiré vers la géographie. J'aimais déjà la géographie et l'histoire quand j'étais au lycée. Mais je voyais que là, je pouvais apporter des choses et la culture mathématique que j'avais allait me servir. Et c'est vrai, elle m'a servi dans ma formation puisque j'ai fait une spécialisation en cartographie et traitement d'images, j'ai fait des systèmes et des statistiques. Donc ma culture mathématique m'a servi à devenir un bon géographe. Un bon géographe, c'est celui qui a les outils adaptés pour traiter de l'information et regarder après les évolutions spatiales. C'est pour ça que la géographie m'a attiré. Je suis venu à la géographie d'abord par les maths et ensuite à la géographie tournée vers les questions d'aménagement.

Habib

L'aménagement du territoire que vous avez enseigné.

Ahmed

Que j'ai enseigné et pour mon dernier poste, celui de professeur des universités, j'ai été qualifié dans les deux sections du CNU, la 23 et la 24, sur 50 candidats qui se sont présentés.

Habib

En France.

Ahmed

Voilà. Parce que j'avais fait mes thèses, j'en ai fait deux, une de troisième cycle et l'autre thèse unique, et puis j'ai fait mon habilitation sur ces questions-là, du côté des campagnes. J'ai regardé du côté des campagnes d'abord, dans mon troisième cycle, puis du côté des villes. Mais les villes dans les marges, c'est ça qui m'intéressait. C'est un peu l'habitat des pauvres.

Habib

On va revenir à tout ça, mais maintenant, je vais vraiment commencer l'interview là où elle devait commencer. Est-ce que je peux d'abord vous demander de vous présenter ? Vous êtes qui ? C'est compliqué mais on va commencer par le début.

Ahmed

Je suis issu d'une famille de cinq sœurs et trois frères. Donc on était huit et notre père a été beaucoup absent parce qu'il était en prison, il faisait de la politique donc il n'était pas présent. On surtout vécu avec notre mère. Le mari de ma grande sœur a rejoint l'ALN, l'armée de libération nationale, il était sur les montagnes, il combattait, donc ma sœur est venue avec son enfant, ce qui fait qu'on était huit enfants, plus le petit neveu que ma sœur a ramené, neuf, et notre mère, 10 personnes, avec le papa en prison, sans ressources. Et on vivait dans un des quartiers qu'on appelait les quartiers musulmans.

Habib

D'Alger ou d'Oran ?

Ahmed

D'Oran, à Médioni. Il y avait une ségrégation socio-résidentielle très importante. Donc on vivait dans ces quartiers, sans ressources parce que mon père disait à ma mère : "Il ne faut pas les faire travailler, il faut qu'ils continuent leurs études", parce que le capital c'est surtout l'instruction, "je vais demander la solidarité aux amis, ils vont vous aider". C'est comme ça que le boulanger nous donnait deux gros pains par jour et un boucher qui était un ami de mon père nous donnait un kilo de viande par semaine. Il y avait un bijoutier connu sur la place de Mdina Jdida à Oran qui est la centralité des Algériens héritée de la période coloniale. Mdina Jdida, c'est une rue de bijoutiers où il y avait des Juifs et des Arabes, ou des Algériens plutôt. Il nous donnait 10 000 francs par mois et c'était important. Notre oncle maternel était traducteur au Maroc et il envoyait aussi 10 000 francs à sa sœur dont le mari était en prison. On vivait avec ça et ma mère faisait la cuisine avec ça. Il n'y avait pas de frigo. On était des pauvres et on était enfermés dans un

quartier. D'ailleurs, quand ils ont contrôlé la ville d'Oran, ils pouvaient facilement fermer notre quartier avec des barbelés, une entrée, une sortie et avec l'armée française qui contrôlait.

Habib

Vous êtes né en quelle année ?

Ahmed

Je suis né en 1949.

Habib

Votre maman avait quel âge à votre naissance ?

Ahmed

Ma mère avait 27 ans à ma naissance, elle est née en 1922. Elle s'est mariée à 15 ans et mon père à 22 ans, ils se sont mariés en 1937. Mon père était dans *el Islah*, c'était le mouvement des Medersa, l'identité algérienne, il a commencé par là. Ensuite il a fait beaucoup plus de politique, il était élu du deuxième collège, ceux qui étaient dans la municipalité d'Oran mais qui n'avaient pas le droit de vote, mais il participait. Il était PPA-MTLD, le Parti du Peuple Algérien de Messali Hadj, et MTLD, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques de Farhad Abbas. Il a été adjoint au maire pendant deux mandats. Il s'occupait des équipements, des marchés, de l'arrivée de l'eau parce qu'il y avait les fontaines publiques, il n'y avait pas l'eau dans les maisons, des écoles. Il luttait pour que les quartiers musulmans aient un statut. C'est comme ça qu'il a combattu. Après, il a rejoint le FLN, membre du comité central, bureau politique et tout ça. Mais il a fait pas mal de prisons. Il a fait la prison d'El-Harrach du côté d'Alger. Il a fait la prison d'Oran. Il a fait la prison de Lambèse, c'était très dur. Il disait qu'il y avait deux problèmes dans la prison de Lambèse. Il y avait la colline qui était le lieu d'exécution de certains détenus et il y avait le sanglier. Le sanglier c'était un prisonnier de droit commun très fort qui était là pour tabasser les détenus politiques. Et eux ont lutté constamment pour avoir un statut de détenus politiques qu'on ne leur reconnaissait pas. On disait que c'était des fellaga. Mon père s'est battu dans les prisons. Dans la presse de Marseille, Le Provincial et La Marseillaise, ils écrivaient qu'il faisait la loi aux petites Baumettes parce qu'il leur a détruit des murs pour avoir des salles de classe. Il disait que les détenus doivent apprendre dans les prisons, ils doivent continuer à travailler. "Nous ne sommes pas des détenus de droit commun, nous réclamons l'indépendance". C'est comme ça qu'il était connu. En 1962, quand il est arrivé, il ne m'a pas reconnu, j'avais 13 ans donc je me rappelle très bien.

Et je me rappelle la période où j'étais au primaire dans ce quartier-là, on avait des maîtres surtout algériens. Il y avait une juive, Mme Saba, un français, M. Lorenzo. Moi j'avais celui qui est devenu maire par la suite, Srel Ben Ali, il était algérien. Il y avait Bourdeba qui faisait l'école franco-musulmane située à Tlemcen et qui formait des maîtres. J'ai eu de bons enseignants. J'ai étudié en Algérie. J'ai eu mon premier diplôme universitaire en Algérie et j'ai continué à enseigner et à travailler en Algérie. Ce qui fait que je suis un produit de l'Algérie indépendante.

Habib

Est-ce que vous vous rappelez les jours ou les semaines de l'indépendance ? Avant, quand les accords d'Evian ont été signés et jusqu'au moment de l'indépendance ?

Ahmed

Je me rappelle même avant, quand on faisait les manifestations. Quand il y avait l'OAS qui posait des bombes, on faisait la surveillance sur le toit. Je me rappelle tout ça.

Habib

Vous pouvez nous raconter un peu ?

Ahmed

Oui, j'avais des amis qui étaient en classe avec ma sœur par exemple, ils étaient au cours complémentaire à Sidi El Houari, à l'école Sediman. Un des jeunes qui surveillait pendant la période avec l'OAS, politique de la terre brûlée, plastiquage et tout, a reçu une balle là-haut, mais c'était les militaires français qui lui tiraient dessus. Ils les voyaient sur le toit, ils leur tiraient dessus, ce n'était pas l'OAS. Je me souviens de ça.

Je me souviens même en 1955, quand mon père a été arrêté. Il y avait l'annonce dans la presse que Houari Souiah avait été arrêté, qu'il était le grand chef de la rébellion. C'était le réseau Claude. Claude, c'est parce qu'il travaillait chez Claude Manhès. C'était la plus grande librairie du Maghreb et c'est comme ça qu'il s'est formé par la lecture, Alexandre Dumas et le Comte de Monte-Cristo, tout ça. Il était au centre-ville européen et c'est lui qui a organisé la première manifestation avec Hamou Boutlélis, qui est connu comme résistant. Ils sont partis de El Hamri, un autre quartier musulman, ils ont rejoint Mdina Jdida, la centralité pour les Algériens, et ils sont descendus avec le drapeau algérien réclamant l'indépendance du pays. Ils l'ont fait avant les événements de Sétif. Sétif, c'est le 8 mai 1945. Ils l'ont organisé à Oran, mais les gens n'en parlent pas, parce qu'il y a ce problème de régionalisme. Ils disent que les gens de l'Ouest n'ont pas travaillé comme les gens de l'Est et d'ailleurs dans les portefeuilles et les responsabilités qu'on donne, on privilégie beaucoup plus les gens de l'Est, c'étaient eux les résistants. Non. Les gens de l'Ouest travaillaient aussi, étaient très engagés, même avant.

Habib

Mais pendant l'indépendance, ça s'est passé comment ? Vous étiez gamin, vous aviez 11 ans, 12 ans ?

Ahmed

13 ans. C'était la fête, on était dans les voitures, on avait les drapeaux. J'ai une vidéo qui montre un petit peu la liesse qu'il y avait à l'époque.

Habib

Vous êtes descendu dans le centre-ville, vous avez envahi le centre-ville ?

Ahmed

Ah oui, oui ! Vous vous rendez compte qu'Oran était une ville européenne aux deux tiers ! Il y avait des éléments qui étaient incontrôlés à l'époque. Et donc dans la population européenne, certains étaient encore là et il y a eu des actions atroces. Mon père a sauvé beaucoup d'Européens, il les a mis dans des écoles, enfermés, gardés, de manière à les emmener vers les aéroports et vers le port d'Oran sinon ils auraient été tués ici. Et donc, dans le cadre des accords d'Évian, ils protégeaient la population. Il y a des témoignages. Quand mon père descendait à la préfecture, il était accompagné par l'armée, parce que l'OAS tirait encore.

Habib
Qui l'accompagnait ?

Ahmed
Il était accompagné par l'armée algérienne, l'ALN, ils étaient là. Il a participé au retrait de l'armée française, sauf à Mers El Kébir où ils sont restés trois ou quatre ans après l'indépendance, c'était fixé par les accords d'Évian. Mais sinon dans les grandes villes et à l'intérieur du pays, l'armée française a commencé à partir dès 1962.

Habib
À partir de quel âge avez-vous été scolarisé ?

Ahmed
À l'âge de 6 ans.

Habib
Il y avait des livres à la maison ?

Ahmed
Les livres du haut, là, c'est une collection qu'on s'est partagé, toute la famille a eu ses livres. Ce sont des livres de mon père. C'est Alexandre Dumas, Victor Hugo, tout ça.

Habib
Il lisait ça ?

Ahmed
Il lisait, il lisait ça.

Habib
Et vous, vous avez commencé à lire à cet âge-là ? À jouer avec les livres ?

Ahmed
Non, comme je lisais les courriers de mon père, mon enseignant du cours préparatoire me demandait de les lire aux autres élèves. Ce qui fait que très tôt j'ai été préparé à la lecture par mon père. Mon père me sert de modèle parce que c'est quelqu'un qui a été *walli* d'Oran. Ensuite il a été membre du comité central du FLN, il a été président du comité

algérien de la paix et membre du comité international de la paix. Il a lutté dans le cadre de la question palestinienne, du Vietnam.

Habib

Est-ce que vous vous rappelez à quel moment vous avez pris un livre pour le lire ?

Ahmed

J'ai d'abord commencé par lire les bandes dessinées que je revendais ensuite pour aller au cinéma à côté. C'était Blek le Roc, c'était Zemblà. Mais je voyais mon frère, qui a maintenant 82 ans et qui est médecin à Maghnia (proche du Maroc), qui lisait, puisqu'il était au lycée. Moi, j'ai lu après.

Habib

À partir de quel âge ?

Ahmed

Quand je suis rentré au lycée, dès la cinquième, quatrième.

Habib

Après les bandes dessinées, qu'est-ce que vous avez commencé à lire ? Victor Hugo ?

Ahmed

Oui, Victor Hugo. Ça, je me rappelle bien.

Habib

Des romans ?

Ahmed

Des romans. Le Rouge et le Noir. Zola, Germinal. Germinal c'est quand on faisait histoire géographique, puisque pour notre génération c'était en français, maintenant, c'est arabisé. On avait des cours de philo en langue française.

Habib

Et en arabe, par contre, non.

Ahmed

C'était des cours d'arabe.

Habib

Comme si c'était une deuxième langue.

Ahmed

Nous, on était francophones. Et donc, le cours d'arabe, ce n'était pas le plus important pour nous.

Habib

Est-ce que vous aviez cette obligation de réussir ?

Ahmed

Il y a une période où mon père était absent. Je suis né en 49 et j'ai une sœur qui est née en 1950. J'étais très jeune et ma mère m'a confié au voisin puisqu'elle a eu un autre enfant tout de suite après moi. C'est le voisin qui était à la retraite qui m'a élevé, j'ai appris beaucoup de choses avec lui.

Habib

Le voisin, la voisine aussi, il y avait sa femme.

Ahmed

Il y avait sa femme, oui, mais j'étais accroché au vieux parce c'était un père qui me manquait. Et j'apprenais des choses. Il achetait des jouets qu'il réparait, il faisait fonctionner des trains et il se débrouillait bien en électricité. C'était une compagnie pour moi, je l'appelais mon père. L'identification à un père réel qui était absent, parce qu'engagé dans la révolution. Mais j'étais fier de mon père parce que c'est quelqu'un qui se battait pour le pays et j'ai pris exemple sur lui.

Je vous ai dit tout à l'heure que je n'ai pas été recruté à mon grade. Je suis professeur des universités mais ici je suis maître de conférence. Les étudiants que j'ai eus me dépassent dans le grade. Mais ça m'est égal, l'essentiel, c'est que je puisse donner quelque chose à mon pays parce que j'ai été formé, je suis le produit de ce pays. J'ai passé une période, je suis revenu et j'ai une dette. Et pour moi, c'est l'exemple mon père. Je me rappelle quand il partait en mission, quand il lui restait des devises il allait à la banque rendre l'argent qui lui restait.

Quand les gens avaient des difficultés il allait les voir pour les aider. Il laissait un couffin avec des légumes, avec des fruits et un peu de viande. Il a travaillé jusqu'à sa retraite, jamais il ne s'est servi et jamais il n'a servi ses proches ni ses enfants. Ses trois fils ont fait l'armée. Moi, je suis de la promotion du Sahara occidental, j'ai fait l'armée de 1975 à 1977. Mon frère qui est médecin a fait l'armée. Mon jeune frère qui est inspecteur des impôts a fait l'armée. Il disait que c'était bien de faire l'armée, que c'était très formateur.

Habib

Est-ce que ces années de l'indépendance, l'engagement de votre père, toute cette ambiance vous a poussé naturellement vers un engagement quelconque, politique ou autre, est-ce que ça a été déterminant dans votre évolution ?

Ahmed

En 92, j'ai publié un article dans El Watan qui est le plus grand quotidien en langue française en Algérie, sur la crise algérienne. Et j'ai comparé ça à une pièce de théâtre. Et j'ai fait des actes de manière à brosser un tableau noir de l'Algérie. Si on est arrivé à la décennie noire, c'est qu'il y a eu des erreurs qui ont été commises.

Tout de suite après - Boudiaf était président, ils l'avaient ramené du Maroc -Ghozali m'appelle, il me dit "vous êtes attendu à Alger", il était premier ministre. J'arrive à Alger où je suis attendu par le ministre du budget, Medelci, qui est décédé. J'ai passé la nuit

sans qu'on m'appelle. Le matin j'ai regardé les étages vitrés, l'ascenseur vitré, les salons. Je me suis dit "c'est ces gens-là qui nous dirigent, ils sont bien installés" ! J'ai pris un petit déjeuner le matin, comme jamais de ma vie je n'ai pris de petit déjeuner !

Habib

C'était dans un hôtel ou c'était quoi ?

Ahmed

Non, c'était le palais du gouvernement. Et après, comme s'il ne lui restait qu'un poste, le premier ministre m'a proposé d'être secrétaire d'État de la Poste et des Télécommunications. Je l'ai regardé et j'ai dit : "non, je suis un formateur, je suis un chercheur universitaire. Et le grand militant ce n'est pas moi, c'est mon père. Mon père nous a élevés en ne privilégiant pas ses enfants donc ce n'est pas parce que mon père est connu et que c'est un révolutionnaire, que je vais prendre des choses. Ça, c'est l'action de mon père, ça ne me regarde pas". Il m'a proposé de rester avec lui au premier ministère, j'ai refusé : "j'ai étudié à Alger, je peux faire un travail mais je peux le faire à distance maintenant, il y a des moyens de travailler à distance. Vous pouvez me confier un dossier et je peux faire le travail, mais gratuitement. Je ne vous demanderai pas un sou. Je le fais parce que j'aime mon pays et que j'ai une dette". On m'a proposé d'être membre du gouvernement, j'ai décliné. Et d'ailleurs, j'ai eu de la chance puisque six mois après, celui qui devait protéger le président a tiré sur lui, il l'a tué à Anaba.

Boudiaf a été exécuté.

Habib

Votre père, il est décédé quand ?

Ahmed

En 1990. À Oran il y a un lycée à Cité-Petit qui porte son nom, il y a une rue au centre-ville qui porte son nom. La rue de la Paix s'appelle la rue du Moujahid Souiah Haouari. C'est ça les hommages qu'il y a eu, c'est une personnalité, c'est quelqu'un de connu.

Habib

Et cet engagement-là ne vous a pas poussé à vous engager, pas dans un parti politique, mais engagé pour des causes, pour défendre quelque chose ?

Ahmed

Je le fais au sein des universités, je prends la parole, je parle beaucoup, de la question de la langue, de la perte. Les gens ne parlent pas, ne se prononcent pas, ils appliquent. Et moi, je prends la parole et je dis ce que je pense.

Habib

Quelqu'un a écrit les mémoires de votre père ?

Ahmed

Omar Carlier, qui était à Paris Diderot, Paris 7. Il a fait un papier qu'on peut trouver sur Internet sur le site Persée.

Habib

Et vous, vous avez écrit quelque chose ?

Ahmed

Non, c'est ce que je voudrais faire. J'ai ses documents et il y a aussi des gens qui veulent s'intéresser un peu à la question. J'avais travaillé avec lui sur les prisons, parce qu'il a fait beaucoup de prisons. Il a fait le Harrach, il a fait Oran, il a fait Lambèse, les Petites Baumettes, Besançon et Avignon.

Habib

Est-ce qu'il a laissé des notes ?

Ahmed

Oui, on a des notes, ce sont des témoignages.

Habib

Vous pensez travailler à partir de ça pour écrire quelque chose ? Ça vous intéresserait ?

Ahmed

Oui, alors j'ai fait des choses, j'ai commencé à le faire. Je ne sais pas si vous avez lu ce que j'ai écrit à l'occasion des 50 années d'anniversaire de l'indépendance. J'ai piloté ce numéro en demandant à des collègues ou à des gens que je connaissais d'intervenir sur des thèmes précis. Addi Lahouari, en sociologie politique, Omar Carlier comme historien, Louisa Dris-Aït Hamadouche, sociologue d'Alger, Pierre-Jean Roca, qui travaille sur les associations, Ahmed Bouyaqoub, que je connais également, qui est universitaire et économiste, sur le développement économique depuis 50 ans.

Habib

Si je pouvais vous demander de me résumer ce livre en une phrase ? L'Algérie, 50 ans après l'indépendance, c'est quoi ?

Ahmed

Par rapport à l'université, je pense qu'on pouvait faire autrement. Et là, dans l'université, il n'y a pas d'adéquation entre les besoins réels d'un pays et la formation. Ce qui fait que maintenant les jeunes viennent nous voir, nous enseignants, pour régler leurs problèmes de travail. Il n'y a pas de postes, pas de travail. Nous, à l'époque, quand on était étudiants on pouvait travailler, maintenant, on ne peut plus travailler. Quand ils font des concours c'est pour avoir un statut de manière à demander un visa et partir. Tous les jeunes rêvent de partir.

Habib

Pourquoi ?

Ahmed

Parce qu'il n'y a pas d'ouverture pour les jeunes actuellement. C'est ça la bombe de l'Algérie. Les jeunes n'ont plus de possibilités de partir, n'ont plus de perspectives, accéder à un logement, etc. Si vous regardez les programmes, on fait beaucoup de choses. On fait un peu d'habitat social, mais simplement pour essayer de régler le problème des populations les plus vulnérables. Mais il y a beaucoup de gens qui n'y arrivent pas et qui n'ont aucune perspective dans le futur. L'accès, avoir un travail, cotiser, avoir une retraite après, c'est tout ça. Donc tous les jeunes rêvent de partir. Ma fille a fait sa thèse de doctorat sur les *haraga*, ceux qui partent, qui quittent le territoire dans des petites barques et qui font la traversée. Beaucoup d'entre eux n'arrivent pas à bon port, se noient. Mais il y a des gens qui payent très cher pour être des migrants clandestins, malgré un accueil difficile. Avant ils pouvaient entrer dans le système européen, maintenant ça devient de plus en plus difficile. Quelqu'un qui est clandestin en France ou ailleurs en Espagne ou au Portugal, c'est un peu plus difficile.

Habib

Ça c'est la situation d'aujourd'hui, on va y revenir. Mais vous, vous êtes parti en France quand ?

Ahmed

Je suis parti en 88 et je suis revenu en 90. Avant 1988, avant de partir, j'ai été directeur d'institut, comme doyen. C'était un institut de biologie des sciences de la terre.

Habib

Pourquoi vous étiez directeur d'un institut dont vous n'êtes pas un spécialiste ?

Ahmed

Ils regardaient un petit peu le travail que je pouvais faire dans la coordination parce qu'il fallait ouvrir le biomédical.

Habib

Mais vous, vous étiez formé là-dedans ?

Ahmed

Non, non, ils savaient. Ceux qui m'ont nommé c'était le professeur Taleb Beto et Bouziane, c'était à partir d'un vote, je suis sorti le premier et après la décision revenait au recteur.

Habib

Qu'est-ce que vous aviez comme diplôme quand vous avez été nommé ?

Ahmed

Un DEA de géographie, que j'ai passé à Lyon. Et j'ai passé mon doctorat de troisième cycle en 1984.

Habib

Toujours à Lyon ?

Ahmed

Toujours à Lyon. J'étais en géographie rurale avec Mutin. Et il y avait Leloup à l'époque, qui était professeur. Mutin quand j'étais en DEA je crois qu'il était maître de conférences, il n'était pas encore professeur.

Habib

Vous avez bénéficié d'une bourse pour partir ?

Ahmed

J'ai eu une bourse de 78 à 81 et après je suis rentré, j'ai rejoint mon poste où j'étais assistant mais avec le DEA, on pouvait être titularisé, ce n'était plus les contrats annuels, et c'est après que j'ai passé la thèse. Après j'ai fait la scission, ça répondra à votre question, pour faire Sciences de la Terre et biologie. J'ai donc repris sciences de la terre, géologie et géographie ensemble. Par la suite j'ai créé un institut de géographie et d'aménagement du territoire, IGAT, le premier en Algérie.

Habib

En quelle année ?

Ahmed

L'IGAT, c'était sous Taleb Mourad. Ça devait être en 86, 87, maximum, avant de partir. Il y avait Bouziène et Taleb Mourad. Quand est arrivé Mebarki, qui est devenu ministre de l'enseignement supérieur, il m'a demandé de l'aider et de prendre le vice-rectorat de la planification, ce que j'ai fait. J'ai terminé l'aménagement de la cité universitaire, la création de deux amphithéâtres et le nouveau rectorat. J'avais une enveloppe pour les abonnements aux revues, etc., c'est moi qui m'occupais de tout ça. J'étais vice-recteur, donc adjoint du recteur de l'université d'Oran.

Habib

Jusqu'à quelle année ?

Ahmed

En 92, mais là je suis parti pour ne plus revenir tout de suite parce que j'ai emmené mes enfants. Farida avait 8 ans.

Habib

Farida, qui est votre fille, qui est maintenant professeure en sciences politiques à Lyon.

Ahmed

En 1992 je suis parti seul et après j'ai pris ma famille, en 94.

Habib

En relation avec les événements des années 90 ?

Ahmed

Oui, c'était la décennie noire.

Habib

Vous aviez peur pour vous-même et pour vos enfants ?

Ahmed

On m'a conseillé de partir parce que j'étais trop visible et mes positions étaient peut-être un peu tranchées sur un certain nombre de choses. Mes filles étaient mineures, donc je les ai mises sur mon passeport. Mon fils aîné qui était en terminale est resté chez sa grand-mère. C'est après que j'ai commencé à écrire pour qu'on lui donne un visa. Mes filles, je les ai fait passer clandestinement. Je connaissais la frontière entre l'Espagne et la France, je savais que le dimanche on pouvait passer sans problème. Ma femme avait une carte séjour, elle était inscrite en doctorat d'État en biologie, elle est biologiste. Et moi, j'avais ma carte séjour puisque j'avais un poste mais les deux filles on les a fait passer.

Habib

Pourquoi vous n'avez pas demandé de visa ?

Ahmed

On ne me l'aurait pas donné parce que c'est un regroupement familial et que j'avais des contrats annuels, je n'avais pas de poste. J'étais à Pau à l'époque.

Habib

Mais est-ce que vous, en tant qu'Algérien menacé, vous avez bénéficié d'un accueil de la part de l'université ?

Ahmed

Oui, à l'université de Pau on m'a gardé sur des postes de maître de conférence.

Habib

Aussi parce que vous étiez algérien en difficulté.

Ahmed

Oui, oui. J'ai fait une réunion avec mes enfants, comme le faisait notre père avec nous. Il réunissait par exemple les garçons, il disait " il faut vous entraider. Si quelqu'un passe par une situation difficile, il faut l'aider. Chacun doit pouvoir compter sur l'autre. Il faut vous entraider pour pouvoir dépasser des difficultés qui sont transitoires" . J'ai fait une réunion et j'ai dit : "la France est un pays qui a des cadres et l'Algérie n'a pas beaucoup de cadres. Nous, on est beaucoup plus utiles en Algérie qu'en France. Il me semble qu'il faut peut-être rentrer travailler là-bas. On a notre place, votre maman professeur d'université en biologie aussi et on sera beaucoup plus utiles". Farida a pris la parole, elle n'avait pas 10 ans.

Elle a dit : “papa, tu nous as ramenés ici et tu nous as demandé de faire des efforts. Et maintenant, tu veux partir. Eh bien, si tu veux partir tu pars tout seul”. Ca m'a glacé. J'ai dit : “si je comprends bien ma fille, je suis pris en otage parce que tu n'as pas 10 ans. Je suis obligé de rester au moins jusqu'à ce que tu termines ta formation, jusqu'au lycée, le bac et puis l'université. Je ne peux pas t'abandonner à cet âge-là”. Et c'est ce que j'ai fait, je suis resté. Dès qu'ils ont grandi je suis rentré. C'était préférable d'aider son pays plutôt que de rester en France. Il fallait revenir ici pour être intégré, pour reprendre un peu les choses avec eux. Sinon on ne pouvait pas être invité à des conférences, on ne pouvait rien faire. Il faut être dedans, il faut avoir un statut pour pouvoir parler. Alors, c'est ce que j'ai fait.

Habib

Mais vous, quand vous êtes rentré, c'est pour vous-même, pour régler vos comptes avec l'Algérie ?

Ahmed

C'était une dette. Je me disais que de par ma formation, de par mon itinéraire, je ne pouvais pas ne pas revenir au pays et donner un coup de main.

Habib

Et aujourd'hui est-ce que vous regrettez ce retour ?

Ahmed

Non, je ne regrette pas parce que j'ai fait des choses. J'ai ouvert des masters, j'ai ouvert un doctorat avec deux concours. J'ai 18 doctorants, j'ai encadré des étudiants en magistères dont les encadreurs étaient morts. Les étudiants appréciaient mon cours, parce que quand je donne mon cours je ne lis pas des documents, je viens, je fais mes conférences, c'est structuré, ça les intéressait. Ils m'appelaient Cheikh El Gaouri. Cheikh El Gaouri, c'est celui qui vient de France et qui n'est pas comme les autres. Alors, ils me parlent. Et puis, il y avait des choses qui me dérangent, mais moi, j'étais franc. Dans l'équipe pédagogique, je discute avec les étudiants de leur sujet. Il y va de ma position, si je peux être utile. Et puis, il faut faire attention, c'est des grands qu'on a dans les universités, ce sont les cadres de demain. On a intérêt à ce qu'ils soient bien formés. Donc c'est cet engagement-là.

Habib

Vous avez écrit sur les marges, vous avez écrit sur les villes, vous avez écrit sur l'urbanisation, sur l'aménagement du territoire. Vous avez produit énormément de choses. Les marges, ça m'intéresse. C'est quoi les marges ? Quand on parle de la ville d'Oran, c'est quoi les marges d'Oran ?

Ahmed

On définit une marge par une frontière.

Habib

Invisible ?

Ahmed

Elle peut être invisible comme elle peut être marquée. C'est une marge dans son concept initial. Une marge c'est une rupture et appliquée à des espaces, ça veut dire ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors. J'ai appelé ça des marges socio-spatiales. Je les ai définies dans le rural et dans l'urbain.

Dans le rural, c'est quoi ? L'Algérie qui a hérité des domaines coloniaux, des mannes agricoles, elle s'est occupée de cela alors que c'était des marges. A l'époque coloniale les Algériens étaient refoulés de leurs propriétés privées, ils étaient dépossédés des bonnes terres. Mais on a travaillé, on s'est occupé des meilleures terres à l'indépendance. Et ça, ce n'est pas bon. Qu'a fait la révolution agraire sous Boumediène ? On est dans la période de la révolution agraire. Ils se sont occupés des coopératives agricoles de première phase en intégrant ce qui appartenait à l'État et ce qui appartenait aux communes, pas aux gens, ce qui était domanial et ce qui était communal. Les coopératives agricoles de deuxième phase c'était par limitation de la propriété ou nationalisation d'une partie. Ça veut dire qu'on a enlevé des terres pour les mettre dans des coopératives agricoles, pour les faire gérer par des attributaires dont certains étaient âgés, en leur promettant un logement. Dans les villages agricoles socialistes on était dans l'optique de la restructuration agricole dans une vision socialiste, on s'occupait de ça mais on ne corrigeait pas les marges. Ces coopératives agricoles sont restées en l'état et découpées et on mettait un village à côté, les gens habitaient sur place et travaillaient sur place.

Habib

C'était ça les marges ?

Ahmed

Alors, c'est resté des marges. Tout le privé algérien, issu de la période coloniale, c'était des marges. On ne s'est pas occupé des marges.

Les marges dans les villes, c'est l'habitat non réglementaire. C'était l'habitat informel. En arabe on dit "*beni, uskut*". J'ai vu plusieurs villes comme ça où on a mené des enquêtes, à l'époque j'étais enseignant à l'université ici, donc j'ai travaillé sur ces questions-là. Il y a un acteur qui intervient maintenant dans la ville, c'est le promoteur immobilier privé. C'est du logement standing, ce n'est pas pour les pauvres ! L'habitat social est très réduit du fait de l'habitat de type ADL, c'est-à-dire avec participation. Ceux qui ont de l'argent peuvent financer leur logement et avoir des logements dans du collectif, ce n'est pas de l'habitat individuel. Les plus pauvres n'ont pas l'accès au logement. Ce qui fait que les marges existent encore.

Habib

Est-ce qu'elles se sont élargies ?

Ahmed

Elles se sont élargies et densifiées. Si vous allez vers Témouchent, vers la partie marocaine, vous allez voir un pôle urbain qui a été créé, Zabana, où il y a de l'habitat collectif et en face des gens qui construisent sur la montagne. Il faut faire un tour et voir les habitations qui grimpent. Ça, c'est l'habitat non réglementaire. Ce sont des gens qui

n'ont pas accès, de manière formelle, à un logement dans la ville parce que c'est réservé à des gens qui sont solvables. Et maintenant, on construit la ville sur la ville, ils rachètent des maisons, surtout celles qui sont en angle, ils les détruisent et ils construisent des tours. Ça, c'est le privé. Et c'est du logement standing. Vous savez combien ça coûte un logement ? Un logement de 70 mètres carrés, ça avoisine en centimes les 2 milliards. Qui a 2 milliards ? Donc il faut être riche pour se loger, il faut avoir des ressources. On ne s'occupe pas des gens. Ça, il faut le revoir.

Habib

Les marges sont devenues centrales ? Est-ce qu'on n'est pas dans un système qui est totalement déséquilibré, c'est la marge qui fait le centre ?

Ahmed

Non. Il y a eu des procédures de régularisation en 1981.

Habib

La question n'est pas la régularisation, c'est l'amélioration du niveau de vie !

Ahmed

Oui, avec restructuration, apport de l'énergie, réglage des problèmes. Mais sur la montagne c'est difficile de faire suivre les réseaux techniques.

Habib

Mais si les gens grimpent sur la montagne, c'est parce qu'ils n'ont pas accès à la plaine, si je peux dire.

Ahmed

Oui, ils n'ont pas accès au bas. Quand certains logements ont de la valeur foncière et entrent dans le périmètre d'urbanisme, ils sont délogés et doivent se reloger ailleurs. Il y a maintenant des pôles urbains qui sont distants de la ville. Il y a des centres ruraux qui sont devenus des quartiers de la ville, à 30 kilomètres du centre. Ça pose de redoutables problèmes de prise en charge de la mobilité pour les gens qui ont leur travail à Oran et qui habitent à 30 km d'Oran où on leur propose un logement. Certains ont refusé et ont eu gain de cause, mais d'autres ont accepté le logement et sont confrontés à la prise en charge de leur mobilité.

Habib

Est-ce que vous avez été volontaire pendant la révolution agraire ?

Ahmed

J'étais au service militaire. J'ai fait mon service militaire de 1975 à 1977. Mais pendant 72, oui. D'ailleurs, je faisais ma thèse sur Sidi Bel Abbès pendant la période de la révolution agraire. C'était un couloir entre deux plaines intérieures, la plaine de la Mekerra autour de Sidi Bel Abbès et la plaine de Ghriss autour de Mascara, dans des espaces intérieurs qui étaient une zone de colonisation. Et à l'époque, j'avais vu les marges où était localisé le privé algérien. C'étaient les terres de plaine, les zones fertiles,

c'étaient des domaines autogérés issus des domaines coloniaux. Et ceux qui sont restés à l'indépendance, ils avaient leurs terres, on ne s'est pas occupé d'eux.

Habib

La révolution agraire était un échec ?

Ahmed

Oui, parce qu'ils ont rendu les terres après et ils ne pouvaient pas gérer les domaines.

Habib

C'est le fait de rendre la terre qui était un échec ou c'est une manière de dire on s'est trompé, on rend les terres ?

Ahmed

Oui, ils se sont trompés, ils ont rendu les terres. Ceux dont les terres avaient été nationalisées ont repris leur terre.

Habib

Qu'est-ce que vous auriez fait, avec le recul, aujourd'hui ?

Ahmed

Moi, je me serais d'abord occupé du privé algérien.

Habib

Du petit privé ou du grand ?

Ahmed

Du petit privé. C'était la paysannerie pauvre qui a souffert de la période coloniale.

Habib

Et il fallait s'en occuper à ce moment-là.

Ahmed

Les grands domaines coloniaux c'était les meilleures terres. Puis il y a eu une erreur sur le vignoble. Il y avait une infrastructure qui existait, mais on a arraché la vigne. On aurait pu continuer à produire du vin et l'exporter.

C'est comme le tourisme. On n'a pas pris exemple ni de la Tunisie ni du Maroc. Eux ont réussi le tourisme. L'Algérie n'a pas réussi, alors qu'elle a des ressources énormes.

Habib

Je reviens au géographe aménageur du territoire. L'Algérie importe encore la moitié de son alimentation. Ca vous fait réagir, ça vous fait pleurer, ça vous fait crier, ça vous fait quoi ?

Ahmed

Je pense qu'on n'a pas pris la mesure de cette dimension sur la production intérieure. Et ça rejoint tout ça, on ne s'est pas occupé de l'agriculture de manière correcte. On avait la possibilité de mieux organiser, de mieux encadrer l'agriculture algérienne et elle aurait pu subvenir directement à ses besoins alimentaires et ne pas importer. Regardez, dans des pays qui sont voisins, ils exportent les produits, la tomate. Nous, on a vécu longtemps en France, on a vu que la tomate marocaine était présente, qu'on pouvait trouver un certain nombre de fruits qui ne sont pas présents en Europe pendant une période alors qu'ils sont présents dans les pays du Maghreb. Je pense qu'il fallait faire une étude de manière à exporter et résoudre la consommation intérieure. Je pense qu'on avait des solutions.

Alors, qu'est-ce qui manque ? Parfois, je me dis qu'un président ne peut pas tout savoir mais qu'il doit s'entourer de gens qui le conseillent. Je pense que ce conseil n'est pas recherché. D'ailleurs, tous les gouvernements travaillent comme ça, ceux qui sont à la base ce sont les conseillers. Un dirigeant doit être éclairé. On lui dresse un tableau de la situation et ensuite la décision politique lui appartient mais elle doit être éclairée et je pense que cet éclairage n'est pas fait.

Habib

Vous accepteriez de jouer le conseiller ?

Ahmed

J'aimerais bien, oui.

Habib

Si la présidence vous appelait pour être conseiller, vous feriez quoi ? Vous diriez quoi globalement ? Deux, trois points qu'il faudrait changer tout de suite, rapidement ?

Ahmed

Il y a beaucoup de choses.

Habib

Deux ou trois choses. L'urgence immédiate

Ahmed

Il faut revoir la question du logement et la question de l'intervention du promoteur privé qui lui n'investit pas. Il emprunte à la banque, c'est l'Algérie qui lui prête. Et il détruit les paysages urbains. Quand on descendait de la partie est, on voyait Santa Cruz et la montagne, on ne la voit plus. Il y a des bâtiments de 26 étages qui coupent la vue. Qu'est-ce que c'est que cet urbanisme ? Donc la question du logement et de l'accès au logement pour ceux qui sont encore dans les marges.

L'autre question, je pense qu'on a intérêt à construire un Maghreb pour faire face à l'Europe, c'est ça notre mission. Nous avons des atouts et il n'y a qu'une petite mer qui nous sépare. On peut échanger avec l'Espagne, avec l'Italie, avec la Grèce.

Habib

Il faudrait aller aujourd'hui à Rabat, rencontrer le roi et lui dire qu'il faut faire le Maghreb ?

Ahmed

Bien sûr qu'il faut passer par là. Et c'est le Maghreb restreint. Pendant la lutte pour la libération du pays, on avait une armée des frontières qui était en Tunisie et au Maroc, sous Mohamed V et Bourguiba.

Habib

A Oujda et à Seghia el-Hamra.

Ahmed

Je pense qu'on peut dépasser le problème des frontières. On ne doit pas discuter des frontières après une colonisation, il y a un tracé. Si on commence à discuter des frontières on ne va pas s'en sortir. Je pense que c'est un faux débat. Si nous ouvrons nos frontières, qu'il y a une circulation et qu'on puisse travailler ensemble et construire ensemble, là ça va changer. Il y aura des idées intéressantes. Il y a peut-être des choses qui sont bien faites en Tunisie, des choses qui sont bien faites au Maroc, des choses qui sont bien faites en Algérie et on peut fédérer tout ça. On est un bloc. On est les portes de l'Afrique. C'est une position intéressante. Et puis, on a des paysages, on a des ressources. Il y a des pays qui n'ont pas assez de ressources. Maintenant, il y a le gaz, il y a le pétrole, il y a les phosphates, il y a des choses intéressantes. Il y a une ouverture par le Sahara occidental et les provinces sahariennes du Maroc.

Habib

Oui, mais comment justement ? Dans le sens de cette imagination d'un Maghreb comme bloc. On fait quoi du problèmes du Sahara ? Au-delà de ce que vous pensez.

Ahmed

On trouvera une solution à l'intérieur du bloc. La solution est facile à trouver. Mais les petites unités ne sont pas viables, tout le monde se regroupe, ailleurs.

Habib

Faites attention à la Tunisie, les Tunisiens vont se fâcher si vous parlez des petites unités ! Parce que c'est un petit pays.

Ahmed

Non il deviendra grand dans le Maghreb parce qu'il ne sera pas tout seul. Il travaillera avec les autres pays, c'est le Maghreb des peuples pas des gouvernants. C'est le Maghreb des peuples. Il y aura de la solidarité, ils travailleront ensemble.

Habib

Vous êtes d'abord maghrébin ou d'abord algérien ?

Ahmed

Maghrébin d'abord. J'étais Algérien quand j'étais sous l'occupant. Je suis maghrébin dans la période post-coloniale. Je pense que c'est ça la porte de sortie. Et sinon, ça va très mal se passer pour nous dans l'avenir.

Habib

Revenons à la géographie. Pourquoi est-ce que cette discipline a tant de mal à s'inscrire dans le paysage de l'enseignement supérieur et des disciplines en sciences sociales. Pourquoi cette géographie reste trop classique ? En Algérie, en Tunisie, partout, les géographes sont la dernière roue du carrosse. Pourquoi ? Pourtant, on ne manque pas de bons géographes, il y a d'excellents géographes mais qui sont formés à l'extérieur et quand ils enseignent eux-mêmes, ce n'est pas attractif comme discipline.

Ahmed

Il y a très peu de lieux où on fait de la géographie en Algérie. Dans l'est, il doit y avoir Annaba, Oum el Bouaghi, Constantine, Sétif. Et Alger, Blida, Oran, au Sahara il n'y en a pas, il faut qu'ils remontent. D'ailleurs, ils m'ont demandé d'ouvrir la géographie à El Bayadh, les portes du désert. Moi je suis âgé, il faut demander aux jeunes. L'autre problème c'est qu'en Algérie, en Tunisie peut-être pas encore, ils ne se sont pas dit que la géographie était une science sociale. C'est une science sociale. Quand on étudie une ville, ce ne sont pas des murs, il y a des gens qui y vivent, qui se déplacent, qui travaillent et qui accèdent à des espaces, qui se baladent, qui font des achats. Donc c'est vivant, ce sont des sciences sociales. C'est d'abord la vie des gens dans un espace précis puis on peut parler des infrastructures, des dysfonctionnements, des oppositions ou des problèmes socio-spatiaux, etc., il y a des rapports à l'espace. Telle qu'elle est enseignée actuellement la géographie est très technique.

Quand on est électricien, on a des outils pour travailler. Il faut connaître son travail d'abord puis on a besoin des outils. Ici, non. Si on est bon dans la partie informatique on pense qu'on est un bon géographe. Non, on n'est pas un bon géographe. Un bon géographe, c'est celui qui met en place une problématique et qui a des hypothèses de travail, qui fait l'état de l'art de la question à partir du travail déjà réalisé puis on fait le point et on se positionne afin de dire ce qu'on apporte de nouveau à l'édifice de la géographie. Ça, ce n'est pas fait. Ce qui fait que nos jeunes ne sont pas attirés par la géographie parce que ils ne savent pas où ils vont ni à quoi sert la géographie. Même quand on leur parle de la géomatique qui est la contraction entre l'informatique et la géographie. La fonction publique ne connaît pas ce que c'est que la géomatique.

On n'a pas bien orienté la géographie, comment l'enseigner, comment la travailler et quels sont les besoins. On a créé récemment un institut d'ingénieurs de la ville qui n'est pas universitaire. Il est rattaché directement au ministère de l'Intérieur, il forme des ingénieurs de la ville sans faire de la géographie. Je trouve ça aberrant.

Habib

L'espace public, au sens du concept d'espace public pour le géographe, existe-t-il en Algérie ?

Ahmed

Oui, il y a des espaces publics. Ça dépend, je vais vous poser des problèmes ! L'accès à l'espace public, par exemple, pour la femme. Ici les cafés sont masculins, elle ne peut pas rentrer dans les cafés et il n'y a pas de toilettes dans l'espace public. L'espace public n'est pas suffisamment achalandé ou pensé ou travaillé avec l'ensemble des possibilités, pour les enfants, pour les personnes âgées, pour les femmes, pour les hommes, il n'est pas pensé comme ça. Ce qui fait que certains se retrouvent dans l'espace public et d'autres ne s'y retrouvent pas. Pour eux, l'espace public n'a pas de signification. Il faut déterminer ce qui est nécessaire dans un espace public, quelles sont les infrastructures, l'éclairage, pour éviter les agressions et le harcèlement, réfléchir à la sécurité pour circuler de manière sereine. Un espace public c'est un espace que nous partageons. Il doit pouvoir être partagé par tout le monde. Son accès doit être facile et sécurisé.
Donc l'espace public existe mais il pose des problèmes dans sa fréquentation.

Habib

Vous êtes de gauche monsieur Souiah ou vous êtes un libéral ?

Ahmed

Plutôt de gauche.

Habib

Marxiste ?

Ahmed

Non.

Habib

J'ai une question que je pose à tout le monde à la fin, parce que c'est l'actualité qui me l'impose. Ce n'est pas par choix. Pour le géographe algérien engagé, fils de Moudjahid, Gaza, ça vous dit quoi ?

Ahmed

Gaza ? C'est une prison à ciel ouvert où plus de 2 millions d'habitants sont mis en difficulté dans 365 km². Ce n'est pas normal. Et le passage réglementé pour accéder à l'emploi qui est en Israël entraîne la dépendance à Israël. La zone autorisée est limitée dans la mer, il y a des zones à ne pas dépasser, même pour la pêche. On n'a pas le droit d'enfermer une population.

La souffrance que vit ce peuple est utilisée à des fins politiques. A un moment donné on voulait effacer la Palestine, donner Gaza à l'Égypte et Jérusalem et la Cisjordanie à la Jordanie. Comme ça on était tranquille et le reste ça denait l'État d'Israël. Ce n'est pas bon. Ça veut dire qu'il y aurait une diaspora vivant dans les pays voisins, les pays arabes et qu'on effacerait les Palestiniens de la Palestine. Ce n'est pas normal. Les accords d'Oslo, on ne les a pas respectés et on ne les a pas poursuivis. On ne parle plus de Jérusalem-Est maintenant, c'est entouré de colonies. En Cisjordanie il y a des zones avec des villes palestiniennes, mais il y a une discontinuité, il n'y a pas de territoire. Il y a des murs à l'intérieur. On a développé des colonies, ce qui fait qu'il n'y a pas d'espace. Quand

Macron dit qu'il faut un territoire, qu'il faut une Palestine, sur quel territoire ? Discutons d'abord la question du territoire. Il y a eu avant la solution de Genève en 2001 qui disait qu'il fallait libérer l'ensemble de la Cisjordanie de toutes les colonies, mais les Israéliens ont continué à faire des colonies. Ils continuent de bombarder. On n'a pas le droit. On n'a pas le droit de bombarder une population qui souffre. Avec le veto américain les Israéliens sont complètement protégés. Beaucoup de décisions n'ont pas pu être appliquées à cause du veto américain. Je pense que la solution c'est la solution à deux États. Il faudrait qu'on revoie à partir de 1947 et à partir de la Nakba en 1948. Il y a des villages qui ont été brûlés. Il y a une population maintenant qu'on appelle les Arabes israéliens, ceux qui sont restés dans les territoires, qui sont membres de la Knesset. Il faut regarder quelle est leur position. Maintenant la solution est territoriale, il faut la penser. Ce qu'ils veulent faire maintenant, libérer des prisonniers de part et d'autre n'est pas une solution viable.

Habib

L'Algérie, 100 ans après, vous la voyez ?

Ahmed

Difficilement !

Habib

Vous êtes plutôt optimiste ?

Ahmed

Je pense que l'équipe qu'il y a maintenant a envie de faire des choses, des changements. Mais il y a un éclairage nécessaire. Il faut faire le bilan de ce qui n'a pas marché et consulter. On n'est pas seuls.

Habib

On devrait plutôt poser la question dans l'autre sens. Qu'est-ce qui a marché ?

Ahmed

Il y a des choses. Au niveau de la formation, l'Algérie n'avait pas de cadres. Nous, on est un produit de l'Algérie, on est quand même des cadres. Il y a des choses qui ont été réussies, ne serait-ce que l'accès à la souveraineté nationale, à la liberté. J'ai vécu dans un espace qui était contrôlé, restreint. On était des pauvres, des exclus, c'était difficile. L'indépendance a amené beaucoup de choses. L'indépendance a donné des perspectives intéressantes. Après le problème c'est les systèmes politiques qui se mettent en place et le verrouillage que l'on peut avoir.

On va me demander pour qui je me prends, je réponds que je ne suis rien, simplement je pense.

Habib

J'ai presque envie de terminer cette entrevue en posant cette même question, pour qui vous prenez-vous ?

Ahmed

Je ne me prends pour rien. Je suis un universitaire. Un universitaire est par définition un électron libre. C'est quelqu'un qui ne se verrouille pas, qui dit ce qu'il pense mais qui peut faire attention à un certain nombre de choses un peu plus délicates ou qui risquent de choquer.

Je dis que cette Algérie accompagnée, pas seule, accompagnée des pays qui sont limitrophes, peut construire un ensemble intéressant avec des perspectives futures importantes.

Habib

Ma toute dernière question. Je sais que vous êtes très prolifique, vous écrivez encore, mais je ne sais pas si vous êtes un grand lecteur. Est-ce que vous lisez beaucoup ? Qu'est-ce que vous lisez en ce moment ?

Ahmed

Il y a un copain qui m'a donné son livre. Il a écrit un peu sa vie.

Habib

Une biographie.

Ahmed

Oui.

Habib

C'est un Algérien ?

Ahmed

C'est un Algérien. C'était à l'époque de Bouteflika qui l'avait retenu dix ans en prison. Et c'était un cadre.

Ce que j'aimerais, c'est par exemple, sur des conseils et autres, participer à un échange. Ca ne veut pas dire que j'ai la vérité mais dans le cadre d'un débat essayer de faire du bien. Je pense que c'est ça qui nous manque, on ne s'est pas arrêtés pour dire ce qu'on a fait de bien, ce qui n'est pas bien et ce qu'on peut faire d'autre. Ce sont des questions simples pour essayer de mettre en place un système afin de trouver une place, dans les conditions actuelles, dans l'évolution du monde actuel, dans les grands ensembles qui ont du pouvoir dans ce monde. Seuls, isolés comme pays, Algérie ou Tunisie ou Maroc, ce n'est pas viable du tout. Essayons d'entrer dans un ensemble. Le Maghreb large, tel qu'il a été défini avec la Libye, la Mauritanie, c'est peut-être difficile. Mais je pense que dans le cadre du Maghreb restreint, on peut faire des choses ensemble et on peut être très forts.

On a eu quelques problèmes sur la position du président français à propos du Sahara occidental et l'Algérie tient beaucoup à la question du Sahara occidental. Depuis il y a un malaise diplomatique important et des portes qui se ferment de chaque côté et ce n'est bon ni pour la France ni pour l'Algérie. Il y a quand même une diaspora qui existe entre les deux. Il y a des héritages, il y a une langue que l'on partage. C'est tout ça qu'il faut revoir. On n'a pas le droit de se fâcher comme ça. Non, on se réunit et on dit ce qu'on va faire.

Habib

Merci beaucoup. Ça m'a fait très plaisir.